

«La connaissance de la vie est comme le sable : elle ne salit pas.»

Elsa Triolet

L'hebdo de la Fédération du PCF - numéro 9 - 8 décembre 2022

Les 2 actus à ne pas manquer

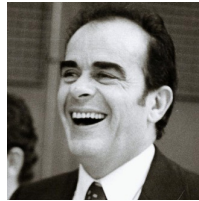


Les salariés du secteur médico social en grève

Les salariés du secteur social et medico social appelaient à se mobiliser le 29 novembre dernier. Un mouvement unitaire, public et privé réunis, pour réclamer une revalorisation salariale et l'amélioration des conditions de travail pour mieux prendre soin des usagers.

La vie de Marchais retracée sur France 3

Avec un regard bienveillant sur Georges Marchais, «l'Homme qui avait choisi son camp», Gérard Miller brosse le portrait de l'homme et du dirigeant, chef charismatique et respecté du PCF. De son enfance dans le Calvados à sa jeunesse ouvrière à Paris, les images d'archives sont entrecoupées de nombreux témoignages, notamment de ceux qui lui ont succédé à la tête du Parti : Robert Hue, Marie-George Buffet, Pierre Laurent et Fabien Roussel. A la suite du documentaire sera diffusée une table ronde animée par le journaliste Antoine Oricelli, avec la participation d'Aurélien Lecacheur, Secrétaire départemental du PCF en Seine-Maritime, Serge Laloyer, militant et fondateur de l'IHS-CGT, Fanny Hamon, Adjointe PCF à Dives sur Mer, et John Barzman, Historien.



Jeudi 8 décembre à 23h et mardi 13 décembre à 9h sur France 3 Normandie

Le dessin de la semaine



L'édito

Urgence sociale

Qui peut vivre dignement des revenus de son travail avec des salaires qui n'augmentent pas et une inflation qui galope ?

L'électricité et le gaz c'est +15% en janvier sur décision du Gouvernement, la réforme de l'assurance chômage c'est moins d'indemnisation, moins longtemps. Aucune augmentation des salaires à l'horizon. La pauvreté progresse et Macron fait la guerre au monde du travail.

Des mobilisations sociales sont parfois victorieuses, mais malgré cela la grande majorité des salariés et des retraités subissent la situation sociale et risquent de se retrouver en banqueroute sans pouvoir ni payer leurs factures ni se nourrir à leur faim. Quel contraste avec les riches qui sont de plus en plus riches comme le patron de TOTAL qui s'est augmenté de 52%. D'autres choix sont possibles. Rassemblons-nous dans les mobilisations, il y a urgence !

Nadège Plaineau

Députée remplaçante
Maire-adjointe à la petite enfance,
Cherbourg-en-Cotentin

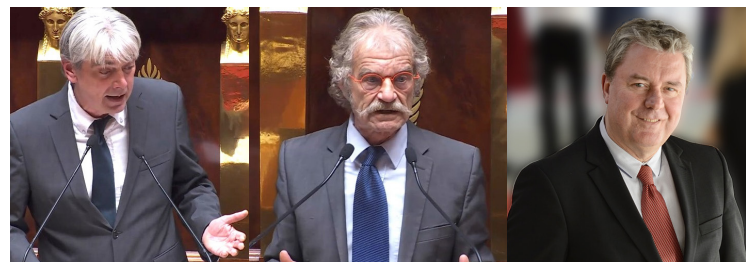
Échos de l'Assemblée nationale

Face au risque de coupures d'électricité, le PCF dénonce l'inaction macroniste

«Le Président de la République nous dit qu'il n'y aura pas de coupures d'électricité cet hiver... sauf s'il fait trop froid... En fait c'est au petit bonheur la chance», a dénoncé le Député Sébastien Jumel à l'occasion d'un débat sur l'énergie à l'Assemblée nationale.

«Nous vous alertons depuis des années sur le risque que fait peser la libéralisation du marché de l'énergie sur notre indépendance, notre souveraineté énergétique. La situation que nous vivons n'est pas due aux fruits du hasard ou seulement de la guerre en Ukraine, car les prix de l'énergie ont explosé bien avant. Les prix ont augmenté de 50% depuis la privatisation du gaz et la libéralisation de l'électricité. Et cette hausse folle ne semble pas vouloir s'arrêter. Vous avez été contraint de dégainer un bouclier tarifaire qui est en fait une passoire face aux hausses incontrôlées. Pourquoi ?»

«Parce que le Gouvernement a franchi toutes les lignes rouges en matière énergétique», a renchérit



Comme Sébastien Jumel et Hubert Wulfranc à la tribune, Jean-Paul Lecoq a rappelé que l'énergie doit être sous monopole public et que l'Etat avait le devoir d'agir pour empêcher les coupures. Il avait demandé la réouverture de la centrale thermique du Havre.

son collègue Hubert Wulfranc. «Nous contestons la pente de dérégulation, de fragmentation de la production de l'énergie depuis la mise en concurrence et la casse d'EDF et GDF», a-t-il poursuivi avant de dénoncer les factures insoutenables pour les familles et les entreprises : «derrière les mots, il y a la réalité, et la réalité c'est le prix de la facture qui explose».

«Au lieu de parler dans le vide et de faire comme le capitaine du Titanic qui accélérerait en fermant les yeux, vous feriez mieux au Gouvernement d'écouter le Président du groupe communiste André Chassaigne qui réclame

que la question de la sécurité énergétique des Français soit mis en urgence à l'ordre du jour du Parlement», a conclu Sébastien Jumel devant les parlementaires et les ministres macronistes embourbés dans leurs certitudes libérales, incapables de répondre aux urgences concrètes : ce que propose le Gouvernement c'est en effet de continuer de déréguler le marché, en confiant à des opérateurs privés les énergies renouvelables, sans organisation ni planification.

**SÉCURITÉ SOCIALE
ALIMENTAIRE**

«L'alimentation ne doit pas se soumettre aux règles du marché»

Michel Leprêtre, président de l'agglomération Grand-Orly Seine Bièvre défend l'idée d'une Sécurité sociale alimentaire afin de garantir une nourriture saine à l'ensemble des citoyens. Un projet qui pourrait être expérimenté dans le Val-de-Marne.



De plus en plus de nos concitoyens ne peuvent plus se nourrir correctement à cause de l'inflation démesurée notamment sur les fruits et légumes. 10 millions de Français bénéficient d'une aide alimentaire auprès du CCAS ou auprès d'une association.

L'insécurité alimentaire et la malnutrition éradiquée ? C'est l'objectif que se fixent les promoteurs d'une Sécurité sociale alimentaire, afin d'offrir à toutes et à tous un accès universel à une nourriture durable et de qualité. Ce projet citoyen, qui pourrait allier économistes, agriculteurs et consommateurs, sera défendu, vendredi, à l'espace Robespierre d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), lors d'une journée coorganisée par la municipalité communiste, la coopérative Coop Communs et le territoire Grand-Orly Seine Bièvre. Son président PCF, Michel Leprêtre, explique le sens de la démarche.

Vous consacriez, le 2 décembre, une journée dédiée à la Sécurité sociale alimentaire. En quoi consiste ce projet? Quels sont ses objectifs sociaux et politiques?

MICHEL LEPRÊTRE : Cette idée se construit sur le modèle de la Sécurité sociale fondée par Ambroise Croizat. Son projet consistait à dire que tout le monde doit pouvoir vieillir dans de meilleures conditions, que

la santé est un droit universel. Dans ce sillage, nous considérons qu'une alimentation saine, équilibrée, accessible à toutes les populations, est indispensable à la santé des êtres humains. D'où l'ambition de décliner sur nos territoires une Sécurité sociale de l'alimentation.

Vous invoquez le concept de « démocratie alimentaire ». De quoi s'agit-il exactement ?

ML : La question de l'alimentation ne doit pas se soumettre aux règles des marchés économiques. Aujourd'hui, on parle beaucoup de concurrence, de guerre entre les différents acteurs de la grande distribution. Or, il faut s'émanciper des lois du marché, responsabiliser les acteurs concernés et avancer avec les élus, les associations et les populations. À nous d'avancer



tous ensemble, dans l'objectif d'en finir avec ces décisions prises en dehors de toute instance démocratique.

Par ailleurs, les neuf communes du Grand-Orly Seine Bièvre, que vous présidez, ont signé une convention portant sur la création d'une régie publique de l'eau potable sur leur territoire. Quels sont les avantages d'une telle décision pour les populations ?

ML : Notre but est d'offrir une eau de qualité, irréprochable et au juste prix, à tous les habitants des territoires. Les usagers du Grand-Orly Seine Bièvre bénéficieront également d'un tarif inférieur à celui du marché. Nous souhaitons sortir des logiques des marchés économiques, éviter les marges abusives des grandes entreprises. L'eau étant un bien commun indispensable à la vie, elle ne doit pas se soumettre aux règles des multinationales.

Entretien réalisé par Lola Ruscio paru le 1er déc. dans l'Humanité

Madame La députée de la Manche, messieurs les députés de la Manche,

A la demande des militants du PCF Manche, la fédération demande que soit corrigée une injustice profonde et honteuse concernant les bénéficiaires de l'AAH retraités.

En effet, en 2017 un nouveau dispositif a été mis en place. Les malades percevant AAH (maladie de Crown, maladie du cœur, diabétique etc...) ne percevront plus leur allocation à partir de 62 ans, âge de mise à la retraite et ne bénéficieront plus que du régime de retraite pour inaptitude. Or même en retraite leurs pathologies et leurs souffrances sont toujours là.

Ce dispositif les prive du jour au lendemain d'un revenu absolument nécessaire à leurs soins et leur pouvoir d'achat est en baisse significative.

Madame la députée, messieurs les députés, la Fédération de la Manche du PCF et ses militants vous demandent d'interpeller le gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour corriger cette situation inique Ralph LEJAMTEL, secrétaire départemental.



@sebastienjumel
Député communiste

La ristourne carburant va disparaître. Pourtant chez moi, les gens n'ont pas d'autre choix que la bagnole pour aller bosser, se soigner, se former.

Entrez dans l'action avec le PCF

- Je souhaite recevoir chaque semaine ce bulletin
- Je participe aux actions de la NUPES avec les communistes
- J'adhère au PCF

Nom & prénom : _____

Téléphone : _____

Adresse postale : _____

Bulletin à renvoyer par courrier à PCF76
33, Place du Général de Gaulle - 76000 Rouen ou par mail pcf76@pcf76.fr

L'agenda

2023 : Fabien Roussel en déplacement en Normandie

Le Secrétaire national du PCF est en déplacement dans toute la France. En février, ce sera le tour de la Normandie avec une première date dans l'Orne, puis dans l'agglomération rouennaise. L'occasion de rencontres sur les sujets de l'industrie, de l'agriculture, l'énergie, les services publics,...

13 & 14 février dans l'Orne
27 février en Seine-Maritime

La Manche

à Gauche

Une publication éditée
chaque jeudi par le



Abonnement gratuit par mail :
pcf50@orange.fr